

La Fondation pour l'enseignement s'inquiète pour le Pacte d'excellence

■ Elle souhaite que la réforme aboutisse et lance un appel au MR et aux syndicats.

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la semaine est technique. Des élus du PS, du CDH, d'Écolo et de Défi ont pour objectif de rédiger un texte qui permettra de faire évoluer le statut du réseau Wallonie-Bruxelles-Enseignement (WBE). L'objectif est que ce réseau obtienne son indépendance.

Pour rappel, ce réseau "de la communauté française" dépend de la ministre, qui le contrôle tout en l'organisant. Pour différentes raisons, cette "double casquette" ministérielle doit disparaître pour permettre au Pacte d'excellence de prendre son envol. Cette scission est donc devenue une condition sine qua non à la mise en place de la réforme.

Le hic, c'est qu'une telle évolution impose une majorité des deux tiers au Parlement. Le MR est donc indispensable. Mais les libéraux, peu satisfaits du précédent texte et soucieux de ne pas offrir un blanc-seing au Pacte qu'ils critiquent en partie, refusent pour l'instant de voter la scission. Trouver un compromis est donc l'objectif de la semaine.

Un momentum à ne pas rater

Si la volonté du gouvernement PS/CDH est d'avancer, le compte à rebours est bien entamé avant les élections du mois de mai. Et cela inquiète fortement la Fondation pour l'enseignement. Celle qui rassemble l'ensemble des réseaux ainsi que de grands acteurs du monde économique a pour ambition de tisser davantage de liens entre les écoles et les entreprises. Elle voit dans le Pacte une réforme indispensable et de qualité.

Ce mercredi, elle appelle donc vigoureusement le MR, d'un côté, et la CGSP-Enseignement (inquiète elle aussi du futur réseau WBE), de l'autre, à ne pas freiner le Pacte à travers ce dossier. Il y a en effet un *momentum* qu'il ne faut pas rater, explique le président de la fondation, Luc Willame. En dehors de l'école, le monde économique attend l'aboutissement du Pacte. Dans l'école, cette réforme est de plus en plus plébiscitée, poursuit-il en substance. Dans un premier tiers des établissements de la Fédération, les enseignants sont en train de rédiger des plans de pilotage qui définissent des stratégies pour améliorer les résultats de leur école, tout en partant de son contexte propre. "C'est un levier d'amélioration unique. Il ne faudrait pas qu'une absence d'accord le mette à mal."

Au-delà de ce dossier spécifique, la fondation appelle à la vigilance face au coût de la future réforme de la formation initiale des enseignants. Selon l'université de Namur, cette réforme coûtera environ 500 millions d'euros à son rythme de croisière, à l'horizon 2068. Le pouvoir politique doit veiller à ce que cette réforme et son coût ne mettent pas à mal le Pacte, ni n'imposent un refinancement de la Communauté française qui aboutirait à un conflit avec la Flandre et à un immobilisme certain, conclut, inquiet, Luc Willame.